**ARRÊTÉ**

**DE NOMINATION PAR VOIE DE DÉTACHEMENT**

**DE M. ou Mme [Nom Prénom] *(Fonctionnaire d’une autre administration)***

**GRADE [grade]**

Le Maire *(ou le Président)* de [collectivité ou établissement public],

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° [numéro du décret] du [date] portant statut particulier du cadre d’emplois [cadre d’emploi],

Vu la délibération en date du [date] créant un emploi de [emploi] à temps complet,

OU

Vu le tableau des effectifs budgétaires,

Vu la déclaration de vacance d’emploi auprès du Centre de Gestion,

Vu l’accord de ..., *(autorité de l’administration d’origine)*, acceptant le détachement de M. ou Mme [Nom, Prénom], pour une durée de [durée] à compter du [date],

Vu l’arrêté fixant la dernière situation *(dans son administration d’origine)* de M. ou Mme [Nom, Prénom], grade [grade], [échelon] échelon, Indice

Brut [IB], Indice Majoré [IM], à compter du [date], avec une ancienneté de [durée ancienneté],

Vu l’avis de la Commission Administrative Paritaire,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

M. ou Mme [Nom, Prénom] né*(e)* [nom de jeune fille] le [date de naissance] est nommé*(e)* [grade] par voie de détachement pour une période de [durée] à compter du [date],

**ARTICLE 2 :**

M. ou Mme [Nom, Prénom] est classé(e) au [échelon] échelon, Indice Brut [IB], Indice Majoré [IM], avec une ancienneté de [durée ancienneté],

**ARTICLE 3 :**

M. ou Mme [Nom, Prénom] conserve pendant la durée de son détachement son droit à l’avancement et à la retraite dans son administration d’origine. Cet avancement est sans influence sur sa situation individuelle dans l’emploi de détachement.

**ARTICLE 4 :**

Il peut être mis fin au détachement avant le terme fixé par l’arrêté le prononçant à la demande soit de l’intéressé(e), soit de la collectivité d’accueil, soit de l’administration d’origine,

**ARTICLE 5 :**

Le Secrétaire Général *(ou le Directeur Général)* est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis au Représentant de l'État,

- Notifié à l'intéressé*(e)*.

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de gestion,

- Comptable de la collectivité.

Fait à [commune], le [date]

Le Maire *(ou le Président),*

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l’application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Notifié le [date] Signature de l’agent :